

23 déc. — Arrêté n° 424/MFEP/CR portant concession d'une pension de retraite à M. N'Dafidina Mouloka	32
23 déc. — Arrêté n° 425/MFEP/CR accordant une rente d'invalidité et solde de réforme à M. Tchakpalla Benjamin	32
23 déc. — Arrêté n° 426/MFEP/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Parou Marédja	33
23 déc. — Arrêté n° 427/MFEP/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Comila Georges	33
23 déc. — Arrêté n° 428/MFEP/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gonçalves Henri	33
23 déc. — Arrêté n° 429/MFEP/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Gbaguidi Léonard	33
23 déc. — Décision n° 1285/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'ordre de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA)	31
24 déc. — Décision n° 1296/MFEP/FS portant autorisation de paiement d'une somme à M. Foli Messaavi Léon	31
28 déc. — Décision n° 1304/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme à la compagnie énergie électrique du Togo (C.E.E.T.)	31
28 déc. — Décision n° 1305/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme aux réfugiés du Pakistan Oriental en Inde	32
28 déc. — Décision n° 1307/MFEP/F portant autorisation de paiement d'une somme au collège des sciences sociales et économiques en France	32
Décision portant nomination	33

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1971

27 déc. — Décision n° 278/MEN fixant les dates des examens et concours pour l'année scolaire 1971-1972	33
--	----

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant admission dans divers corps de la fonction publique, passages automatiques d'échelon, titularisation, engagements et licenciement	34
--	----

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1971

29 déc. — Arrêté n° 37/MTP instituant une zone de contrôle et une région de contrôle sur l'aéroport de Lomé	33
---	----

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1971

20 déc. — Arrêté n° 204/PR/MCIT/DCIP nommant les membres de la commission chargée de l'établissement et de la révision de la liste électorale de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo	39
20 déc. — Arrêté n° 207/PR/MEN portant renouvellement, transformation, suppression et attribution de bourses togolaises d'études supérieures en France	39
20 déc. — Arrêté n° 208/PR/MEN portant suppression et attribution de bourses d'études supérieures à l'Université du Bénin à Lomé	41
20 déc. — Arrêté n° 209/PR/MEN portant suppression et attribution de bourses togolaises d'études supérieures à l'Université de Dakar	41

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté n° 143/INT/APA du 20 décembre 1971 portant nomination d'un agent de l'état-civil dans la circonscription administrative de Sokodé	42
--	----

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

1971

21 déc. — Décision n° 1270/MFEP/FA portant désignation des membres de vérification d'encaisse ..	43
Arrêtés et décisions portant octroi d'allocations scolaires et approbation de rôles	42

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

1971

20 déc. — Circulaire n° 33/MFEP modifiant la circulaire n° 20/MFEP du 7 septembre 1971 relative aux comptes en francs ouverts à des non-résidents et aux dossiers étrangers de valeurs mobilières	44
20 déc. — Circulaire n° 34/MFEP relative à la constitution de couverture de change à terme	44
20 déc. — Lettre-circulaire n° 1582/MFEP relative aux opérations au débit des comptes ouverts à des non-résidents	44
20 déc. — Lettre-circulaire n° 1583/MFEP relative aux opérations au débit des comptes étrangers en francs ouverts avant le 8 septembre 1971, à des personnes physiques	44

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Conservation de la propriété foncière (Avis de demande d'immatriculation et de bornage)	45
Avis de perte de titre fonciers	50

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET N° 71-220 du 20-12-71 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 69-122 du 10 juin 1969 portant modalités d'application de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 et fixant les statuts particuliers des différents corps du cadre spécial de la Sécurité Nationale.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 relative au statut spécial des personnels de police de la République togolaise et portant statut des fonctionnaires du cadre spécial de la sécurité nationale ;

Vu le décret n° 65-46 du 16 mars 1965 modifiant l'échelonnement indiciaire des militaires de l'armée nationale togolaise et portant attribution d'indemnités particulières, notamment en son article 7 ;

Vu le décret n° 69-122 du 10 juin 1969 portant modalités d'application de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 susvisée ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le tableau inclus à l'article 63 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969 susvisé est modifié comme suit : la mention :

Grades	Echelons	Indices
Gardiens de la paix	Elève	300

est modifiée et remplacée par les dispositions suivantes :

Grades	Echelons	Indices
Gardiens de la paix :	Elève :	
	a) pendant la période de préparation militaire	traitement fixé au deuxième alinéa du présent article.
	b) stage de formation professionnelle :	300

(Le reste sans changement).

Art. 2 — L'article 63 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969 susvisé est complété par un deuxième alinéa comportant les dispositions suivantes :

« Les élèves-gardiens de la paix perçoivent, pendant la durée de leur période de préparation militaire, le traitement mensuel attribué aux élèves-gendarmes dans les conditions fixées par l'article 7 du décret n° 65-46 du 16 mars 1965 susvisé, à l'exclusion de toutes autres indemnités. Les élèves-gardiens de la paix placés dans cette position ne sont pas nourris gratuitement ; la prime prévue par l'arrêté sur l'alimentation des corps de troupe est précomptée mensuellement sur leur traitement dans les conditions fixées par les règlements militaires ».

Art. 3 — Le ministre de la défense nationale, le ministre de l'intérieur et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter du 1^{er} octobre 1971 et sera publié au *Journal officiel*.

Lomé, le 20 décembre 1971

Général E. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS**MINISTRE DE L'INTERIEUR****Interdiction de projection d'un film cinématographique**

Arrêté n° 141/INT/APA du 14-12-71 — Est interdite sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise, la projection du film « La Rose Ecorchée » d'origine française.

Annulations et ouvertures de crédits

Arrêté n° 146-INT-STCS du 23-12-71 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Vogan, exercice 1971 :

Chapitre XII — Autres dépenses extraordinaires —

Article 2 — Constructions nouvelles 450.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Vogan, exercice 1971 :

Chapitre IX — Participation de la circonscription aux dépenses d'intérêt général à la charge de l'Etat ou d'autres collectivités —

Article 5 — Participation de la circonscription aux dépenses de la prison civile d'Anécho 450.000

Arrêté n° 147/INT-STCS du 23-12-71 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1971 :

Chapitre II — Service d'administration municipale (personnel) —

Article 4 — Indemnités aux régisseurs et collecteurs contrôleurs de recettes municipales 50.000

Chapitre III — Service d'administration municipale (matériel) —

Article 4 — Moyens de transport 50.000

Chapitre VII — Services sociaux (personnel) —

Article 3 — Dispensaires 7.000

107.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1971 :

Chapitre II — Service d'administration municipale (personnel) —

Article 2 — Salaire du personnel non titulaire 6.000

Chapitre IV — Service des travaux municipaux (personnel) —

Article 2 — Salaire du personnel non titulaire 96.000

Chapitre X — Dépenses diverses —

Article 6 — Versement au budget général des retenues de taxe progressive 5.000

107.000

Arrêté n° 148-INT-STCS du 23-12-71 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Palimé, exercice 1971 :

Chapitre III. — Service d'administration municipale (matériel) —

Article 3 — Achat et entretien du mobilier de bureau 80.000

Article 4 — Moyens de transports 90.000

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel) —

Article 2 — Entretien et réparation des biens communaux 20.000

Article 6 — Entretien et fonctionnement des véhicules municipaux 200.000

Chapitre VIII — Services sociaux (matériel) —

Article 1 — Enseignement et sports 20.000

Chapitre X — Dépenses diverses —

Article 1 — Fêtes et réceptions publiques 24.000

434.000